

L'économie

aurait des avantages immédiats par la création d'emplois, mais aurait également des retombées économiques à long terme pour notre industrie forestière. Cela me semble rationnel.

D'autre part, pour ce qui est du logement, au lieu d'accorder la maigre pitance dont le ministre a parlé, nous débloquerions immédiatement 500 millions de dollars pour le logement afin de créer plus d'emplois dans de nombreux secteurs. Nous nous occuperions surtout des villes gravitant autour d'une seule industrie, habituellement dans le secteur des ressources, et qui sont terriblement touchées pour le moment. Des villes entières, comme Port Alberni, Sudbury, Faro dans le Yukon, Rouyn-Noranda au Québec, Bathurst et la région de la Miramichi au Nouveau-Brunswick. Je songe aux villes qui dépendent entièrement d'un secteur économique et dans lesquelles la récession a des conséquences sociales dramatiques.

Nous accorderions immédiatement à ces localités une partie de l'argent dont je viens de parler. A compter de vendredi, à Sudbury, je vais annoncer au nom de mes collègues ce que l'on peut faire dans les villes actuellement en difficulté parce qu'elles vivent d'une seule et même industrie. Il y a moyen de faire quelque chose, monsieur l'Orateur, et j'espérais que le ministre aurait un peu d'imagination.

La situation des pêcheurs sur les deux côtes constitue un autre exemple. Nous utiliserions une partie de l'argent destiné aux programmes de mise en valeur des pêches dont de nombreux députés ont parlé, d'un côté comme de l'autre. A notre avis, il faudrait débloquer des fonds à cette fin dès maintenant.

Ce n'est là qu'un petit nombre des secteurs dans lesquels nous pensons indispensable d'investir immédiatement pour créer les emplois dont ont tellement besoin tous les citoyens, jeunes et vieux, hommes et femmes, qui désirent travailler.

Cela dit, le nouveau ministre des Finances se contente d'agir comme son prédécesseur en nous proposant des expédients qui nous font tomber de Charybde en Scylla. Si le programme à court terme est tellement insatisfaisant sur le plan humain et économique, que se passera-t-il à long terme? Voilà un ministre qui se vantait d'essayer de protéger les intérêts à long terme du pays. Notre parti a soutenu un certain nombre d'aspects du Programme énergétique national à cause de leurs effets à long terme. Je tiens à dire que, comme ministre des Finances, il s'est révélé libéral à tous crins encore une fois; il ne nous donne en effet aucune idée de ce qui nous attend après cette année, encore moins après les prochaines élections.

● (1730)

Dans les deux ou trois prochaines minutes, je veux parler d'une hypothèse que le ministre n'a pas formulée dans sa déclaration d'aujourd'hui ni le parti conservateur à ma droite, car elle me semble très grave. Cette hypothèse non formulée est que l'on compte vraiment sur le marché pour nous sortir du pétrin.

Une voix: Bonne idée!

M. Broadbent: Un député conservateur dit que c'est une bonne idée. Je lui demanderai de comparer ce qui se produit depuis trente-huit mois en Grande-Bretagne avec la situation qui existe dans les autres pays d'Europe de l'Ouest. Un seul

pays a connu 38 mois d'un chômage effréné, et c'est l'Angleterre de Margaret Thatcher, parce que celle-ci s'en est entièrement remise au marché. Et voilà ce que cela a donné.

Par l'entremise de Votre Honneur, je prie les Canadiens de tirer les leçons de l'histoire, surtout maintenant, et de se rappeler que nous ne sommes pas en 1932, mais bien en 1982. Il s'est passé beaucoup de choses dans d'autres pays depuis cinquante ans. Si le parti à ma droite veut nous ramener en arrière et que le parti libéral s'y efforce, c'est leur affaire. Il y a un parti au Canada qui croit que nous devrions profiter un peu des leçons de l'histoire et de ce qui se passe dans d'autres pays pour édifier un pays qui ait un avenir intéressant et passionnant. Nous ne voulons pas retourner dans le passé.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je poserai donc une question oratoire à mes amis des partis conservateur et libéral, à chacun d'eux en particulier. Nombre de députés sont des amis même s'ils ont avec moi des divergences politiques profondes. Je leur demanderai de vraiment peser leurs paroles et de songer si ce n'est pas parce que nous avons beaucoup compté sur le seul secteur privé depuis trente ou trente-cinq ans que notre productivité est faible, que nos activités de recherche et de développement sont nulles, que «des hommes d'affaires de cette partie du monde sont, contrairement à ceux d'Europe de l'Ouest et du Japon, obnubilés par les profits immédiats et trop peu intéressés par les investissements à long terme». Je ne cite pas une source socialiste mais bien la *Harvard Business Review*.

Si c'est le seul secteur privé qui a créé la déplorable situation dans laquelle nous nous trouvons, pourquoi, pour l'amour du ciel, devons-nous nous en remettre au secteur privé pour nous en sortir? Voilà la question.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Par conséquent, notre parti, comme le mouvement social-démocrate d'Europe occidentale, se pose une question. Il n'y a pas un pays d'Europe occidentale, dirigé par un gouvernement social-démocrate, qui ait un niveau de chômage atteignant même la moitié de celui que nous connaissons. Je demande au ministre, et peut-être pourrait-il lui-même se poser la question: «Comment se fait-il que l'Allemagne de l'Ouest, la Suède, la Norvège et le Danemark qui, bien entendu, connaissent maintenant des difficultés, aient un taux de chômage qui soit moins de la moitié du nôtre?»

J'en arrive au point important que je voulais faire remarquer au ministre. Il devrait comprendre; je souhaiterais simplement qu'il agisse. C'est que ces sociétés d'Europe occidentale ont tiré des leçons de la dépression; elles ont eu surtout des gouvernements sociaux-démocrates. Toutefois, il y a un autre pays de l'autre côté du Pacifique, le Japon, qui n'a jamais eu de gouvernement social-démocrate. Je peux dire au ministre et aux conservateurs que dans ce pays, aucune décision économique importante n'est prise sans la participation globale du gouvernement au Japon. Les Japonais savent ce qu'ils font; ils ne s'en remettent pas aux résultats incontrôlés du marché.